

33 ans après Rouen, Les mêmes maux, les mêmes dangers... Les mêmes silences...

L'UFAP UNSa Justice rend hommage à Francis CARON, surveillant principal assassiné dans l'exercice de sa mission, et témoigne tout son soutien et sa solidarité à sa famille et à ses proches.

Le 15 août 1992, à la maison d'arrêt de Rouen, Francis CARON, surveillant principal, était sauvagement agressé par un détenu classé « haut risque » alors qu'il procédait, seul, au sondage des barreaux. Cette tragédie, qui avait bouleversé la communauté pénitentiaire, donna lieu à un mouvement de colère de près de trois semaines. Elle permit d'arracher deux avancées majeures : la réalisation du sondage à deux agents et la dotation en alarmes portatives individuelles.

Une mémoire vivante, une lutte permanente !

Les détenus dangereux sont de plus en plus nombreux, avec des profils divers, trop souvent mal évalués, une dangerosité sous-estimée et des parcours de prise en charge inadaptés. La violence à l'encontre des Personnels ne cesse d'augmenter. Cette réalité impose des réponses structurelles fortes et pérennes.

Si le QLCO marque une avancée dans la prise en charge des profils les plus dangereux, il reste une réponse partielle. Plutôt que de créer de vraies structures spécialisées, on se contente encore d'aménager des quartiers dans des établissements existants.

Depuis 1992, **L'UFAP UNSa Justice** réclame des établissements spécialisés et adaptés, non seulement pour le crime organisé et le terrorisme mais aussi pour les détenus violents et ceux souffrant de lourdes pathologies psychiatriques.

L'UFAP UNSa Justice exige l'ouverture immédiate de discussions pour créer des structures spécialisées, afin d'extraire les profils les plus dangereux de la détention classique, sources d'une violence chronique et délétère.

Le profilage des détenus doit être **systématique** pour adapter la prise en charge à leur niveau de dangerosité, à leur capacité de réinsertion, et ainsi permettre une gestion différenciée et intelligente de la détention.

L'UFAP UNSa Justice réaffirme la nécessité de repenser en profondeur les missions des personnels et le rôle de l'institution carcérale. Il est indispensable de redonner aux agents leur place centrale dans le dispositif, en les reconnaissant comme de véritables référents. Cela passe par la fin de leur isolement, au profit d'une organisation du travail structurée autour du travail en équipe. Une réalité encore plus criante face à la surpopulation historique qui étouffe nos coursives. Nous exigeons **une action urgente**, afin de mettre un terme à une **surpopulation carcérale** devenue insupportable, source de tensions permanentes et de risques accrus pour la sécurité des personnels.

Avec 4 000 postes vacants et 84951 détenus, les personnels pénitentiaires font face à un abandon institutionnel manifeste, nourri par l'inaction des gouvernements successifs et l'indifférence persistante de la classe politique. Ils en paient chaque jour le prix fort. Il est plus que jamais urgent de doter notre institution des moyens pour lui permettre d'assurer pleinement ses missions et de garantir la sécurité de tous. Il est temps de répondre à l'attente légitime des personnels : une politique pénitentiaire enfin ambitieuse, cohérente et ancrée dans la réalité du terrain.

Pantin, le 15 Aout 2025

Le Secrétaire Général,
Emmanuel CHAMBAUD